LA TRANSACTION

DÉFINITION

La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître.

Ce contrat doit être rédigé par écrit.

La transaction ne constitue pas un mode de rupture du contrat de travail mais elle est destinée à régler, par accord des parties, les conséquences de la rupture.

CONDITIONS

CONDITIONS DE VALIDITÉ

La transaction doit être rédigée par écrit.

Article 2044 du Code civil

Toutefois, selon la jurisprudence, l'exigence d'un écrit se rapporte à des conditions de preuve. L'écrit ne conditionne pas la validité de la transaction.

Cass. civ. 1^{er} 18 mars 1986 - Bull. civ. I, n° 74

La transaction doit être signée après la notification du licenciement. Dans le cas contraire, elle est considérée comme nulle.

Cass. soc. 12 novembre 1997 - Chas et autres c/ Sté Mahalo Limited.

Cass. soc. 15 janvier 1997 - Rigal c/ Banque Populaire du Tarn et de l'Aveyron.

CONTESTATION NÉE OU À NAÎTRE

La validité de la transaction est subordonnée à l'existence d'un litige né de l'exécution du contrat ou de sa rupture.

Concessions réciproques

L'accord intervenu entre l'employeur et le salarié doit faire apparaître l'existence de concessions réciproques.

Ne constitue pas une transaction valable, l'accord intervenu entre un salarié et son employeur dès lors que ce dernier, en licenciant pour motif économique, avait admis l'inexistence d'une faute professionnelle et que l'accord comportait une renonciation du salarié à l'ensemble de ses indemnités sans aucune contrepartie de la part de l'employeur.

Soc. du 18 octobre 1989 - Bull. civ. V n° 604

Il n'est pas nécessaire que les concessions soient strictement proportionnelles.

CONDITIONS INHÉRENTES AU DROIT COMMUN DES OBLIGATIONS

Capacité des parties

Article 2045 du Code civil

CONSETEMENT NON VICIÉ

Toutefois, les transactions ne peuvent être annulées pour cause d'erreur de droit ou pour cause de lésion.

Article 2052 du Code civil

Cependant, la transaction peut être rescindée en cas d'erreur sur la personne ou sur l'objet de la contestation. Elle peut l'être également en cas de dol ou violence.

Article 2053 du Code civil

Absence de consentement

La transaction peut être annulée en cas d'absence de consentement du salarié.

Exemple

Signature d'une transaction par un salarié ne sachant pas lire le français.

Cass. soc. 14 janvier 1997 Cie France d'Electro - Chimie c/ Zeroili - L.S 18 février 1997

EFFET DE LA TRANSACTION

La transaction a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Article 2052 du Code civil

La transaction a, en conséquence, un caractère définitif et toute action ultérieure portant sur l'objet de la transaction est irrecevable.

RÉGIMES FISCAL ET SOCIAL

RÉGIME FISCAL

Toute indemnité versée à l'occasion de la rupture du contrat de travail constitue une rémunération imposable à l'exception :

- de la fraction des indemnités de licenciement n'excédant pas le montant prévu par la convention collective, l'accord professionnel ou interprofessionnel ou, à défaut, par la loi ;
- des indemnités de licenciement versées dans le cadre d'un plan social au sens des articles L. 1233-5 et suivants du Code du travail ;
- des indemnités versées en cas d'inobservation de la procédure de licenciement ou en cas d'absence de cause réelle et sérieuse.

Articles L. 1235-2 et 1235-3 du Code du travail

Dans tous les cas, la fraction des indemnités de licenciement exonérées ne peut être inférieure :

- ni à **50 %** du montant total des indemnités perçues ;
- ni à **2 fois** le montant de la rémunération annuelle brute perçue au cours de l'année civile précédant la rupture du contrat de travail, dans la limite de **6** plafonds annuels de Sécurité sociale soit **228 240 €** pour **2015**.

RÉGIME SOCIAL

Les indemnités transactionnelles sont exonérées sur la fraction correspondant :

- au montant de l'indemnité prévu par la loi, la convention collective ou l'accord professionnel ou interprofessionnel ;
- ou si l'indemnité est supérieure, à deux fois la rémunération annuelle brute perçue par le salarié au cours de l'année civile précédant la rupture du contrat de travail ou à **50 %** de l'indemnité elle-même si ce seuil est supérieur.

La fraction exonérée ne peut excéder **2** plafonds annuels de Sécurité sociale.

Ce régime s'applique aux :

- cotisations de Sécurité sociale : maladie, accidents du travail, allocations familiales, vieillesse ;
- autres charges dont l'assiette est alignée sur les cotisations de Sécurité sociale à savoir : les cotisations de retraite complémentaire (ARRCO, AGIRC), les cotisations de l'assurance chômage et AGS, la taxe d'apprentissage, la participation à la formation continue et à l'effort de construction.

Par conséquent, les indemnités versées sont exonérées pour la partie correspondant aux indemnités calculées dans le cadre de la convention collective, l'accord professionnel ou interprofessionnel ou, à défaut, par la loi.

Exemple

Soit un salarié percevant 3 000 € par mois. Il est licencié et perçoit fin février 2015 une indemnité transactionnelle égale à 30 000 €.

Sa rémunération brute annuelle au cours de l'année 2014 a été égale à 36 000 €.

L'indemnité conventionnelle est égale à 9 000 €.

Le montant de l'indemnité étant inférieur à 2 fois le montant de sa rémunération annuelle brute, le salarié est totalement exonéré d'impôt sur le revenu des personnes physiques et de cotisations.

CSG/CRDS

Les indemnités transactionnelles sont exonérées de CSG et CRDS à hauteur du montant prévu par la convention collective de branche, l'accord professionnel ou interprofessionnel ou à défaut par la loi.

Par ailleurs, la fraction exonérée de contributions ne peut être supérieure au montant exonéré de cotisations de Sécurité sociale en application de l'article L. 242-1, al. 12 du Code de la Sécurité sociale.

Par conséquent, l'exonération est plafonnée à 2 fois le plafond annuel de la Sécurité sociale.

PRÉAVIS ET TRANSACTION

Dans la mesure où l'employeur et le salarié peuvent renoncer de façon réciproque et sans indemnité au préavis, l'URSSAF n'est pas fondée à assujettir systématiquement aux cotisations une fraction de l'indemnité transactionnelle au titre de l'indemnité de préavis.

Cass. soc. 8 février 1989 - RSS 3/89 n° 266

Toutefois, la renonciation réciproque au préavis doit ressortir des termes de la transaction.

Cass. 2^e civ 23 mars 2004 - Sté Sanacier Acmo et a c/ URSSAF de Saint-Etienne et a.

La renonciation au préavis se déduit de la fixation dans le document transactionnel d'une date de rupture du contrat antérieure à la fin du préavis.

INDEMNITÉ DE RUPTURE > À 10 PLAFONDS ANNUELS DE SÉCURITÉ SOCIALE

L'article 14 de la LFSS pour 2009, assujettit aux cotisations et contributions de Sécurité sociale dès le premier euro toute indemnité de départ qui dépasse 10 fois le plafond annuel de la Sécurité sociale (soit 380 400 € pour 2015). Ce seuil était fixé à 30 PASS avant le 1^{er} septembre 2012.

Sont concernées : les indemnités versées à l'occasion de la rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur, celles versées à l'occasion de la cessation forcée des fonctions des mandataires sociaux et des dirigeants, celles versées à l'occasion de la rupture conventionnelle, et les indemnités de départ volontaire versées dans le cadre d'un accord de GPEC.

Ce plafond s'applique y compris lorsque les sommes versées correspondent aux indemnités légales ou conventionnelles.

Dans le cas où le salarié perçoit d'autres sommes, il est fait application du régime social propre à chacune de ces indemnités. Elles ne sont alors pas prises en compte pour l'appréciation du plafond.

Le dispositif s'applique aux sommes versées au titre des ruptures notifiées depuis le 1^{er} janvier 2009.

Circulaire DSS/DGPD/SD5B n° 2009-210 du 10 juillet 2009